

□

□ [Telecharger la version "pdf"](#)

La France Insoumise et En Marche ou l'irruption de deux forces nouvelles antagonistes

La longue séquence présidentielle/législatives débouche sur un paysage politique largement remodelé dans le pays.

L'élément marquant -au local comme au national- est l'irruption de deux nouvelles forces : En Marche et France Insoumise.

Elles ont en commun de vouloir dépasser les organisations politiques traditionnelles largement discréditées aux yeux de nos concitoyens, confirmant au passage l'approche de **Gauche**

Citoyenne

mise en œuvre depuis 2010

Et il y a fort à parier que ce phénomène, à la fois nouveau et puissant, continuera de structurer la vie politique des prochaines années.

Pour ce qui concerne En Marche, il s'agit de s'inscrire dans cet "air du temps" afin de mieux poursuivre une politique ultra libérale assumée et théorisée.

En mélangeant des ministres et des députés issus des partis de droite et du parti socialiste, en faisant entrer au parlement de nouveaux visages, plus jeunes, plus féminins, le primat du privé sur le public avec de nombreuses personnalités issues du monde de l'entreprise... En rénovant aussi le vocabulaire : on ne parle pas de "libéralisme" mais de "flexisécurité", pas de "travailleurs pauvres" mais de retour à l'emploi "dans la dignité"...

Tout a l'apparence du neuf chez En Marche, sauf les choix politiques annoncés qui marquent, avec les mots de la modernité, une régression sociale sans précédent, un basculement dans un libéralisme de forte intensité. (Cf l'articles ci-dessous « Face à Macron, la lutte social » sur le droit du travail et l'institution de l'Etat d'urgence dans le droit commun).

Pour ce qui concerne la France Insoumise par contre, c'est bien d'une réelle nouveauté dont il s'agit sur tous les registres.

Concernant **la conception du mandat d'élu** comme l'explique notamment le journaliste François Ruffin; concernant **la jeunesse et la féminisation**, avec

par exemple Mathilde Panot, 28 ans; concernant **la diversité sociale**

, avec l'entrée notamment de Caroline Fiat, aide-soignante, issue par ailleurs de l'ex-front de gauche, ce qui illustre

également la diversité de parcours et de sensibilités

d'élus tels que Michel Larive et Loïc prudhomme, technicien à l'INRA, tous deux militants écologistes convaincus, aux côtés de Danièle Obono, ancienne du NPA et de Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble!

Si 16 insoumis c'est peu pour représenter 7 millions d'électeurs ayant voté Jean Luc Mélenchon à la présidentielle, c'est beaucoup pour une formation née il y a un peu plus d'un an, d'un petit noyau d'anciens du Parti de gauche d'emblée accusés de ne rouler que pour un seul homme.

Avec ces législatives, une page se tourne, la France insoumise a désormais plusieurs visages et représente, la première force de résistance à gauche face à la déferlante libérale « macronnienne ».

La première force, mais pas la seule, les 11 députés communistes convergeront avec les Insoumis pour mener la bataille à l'Assemblée nationale comme aux côtés des citoyens. Et peut-être y en aura-t-il d'autres ?

Reste en débat sur le fond -et ce n'est pas un détail- la stratégie à mettre en œuvre pour une intervention consciente, croissante et durable du peuple, lui permettant de conquérir de nouveaux droits et pouvoirs.

Construire le rassemblement, c'est pousser jusqu'au bout ce débat afin d'avancer dans la clarté indispensable pour ouvrir d'autres possibles alors que tant de disponibilités populaires se manifestent

Face à Macron, l'intervention populaire

La recomposition politique "En marche" n'aura pas tardé à montrer son vrai visage, celui d'un libéralisme poussé toujours plus loin pour servir un peu plus les intérêts d'une minorité de privilégiés de la fortune, au détriment de la majorité de la population.

Il s'agit, comme le soulignait avec pertinence le porte-parole de l'Union syndicale Solidaires, de "la volonté de conduire la France comme une entreprise capitaliste, au seul profit d'un Conseil d'administration dont le MÉDEF détient les clés."

C'est ce qu'illustre la composition de la nouvelle majorité -élue par une petite minorité alors que dans le même temps, les classes moyennes et populaires s'abstenaient massivement- qui voit arriver à l'Assemblée de nombreux cadres issus des directions d'entreprises.

Il en va de même avec la nomination au poste de ministre du travail, d'une ex-DRH dans une grande entreprise du privé qui s'est surtout illustrée par l'ampleur de ses plans de licenciement. **Tout change en apparence, mais rien ne change en réalité** avec le mode d'adoption en accéléré et en période estivale, des modifications du code du travail dont le contenu ne sera pas débattu au parlement. Ce dernier devra, en effet, se contenter de se plier à la décision de la nouvelle majorité **autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnance**, donc sans débat dans l'hémicycle sur le contenu de la loi.

Alors certes, le président et son gouvernement "parlent" en amont avec les organisations syndicales, mais dans le même temps la ministre du travail dépose plainte pour vol après la parution (prématurée ?) de documents dans la presse, ce qui prouve à la fois la gravité du contenu de ce document et le double jeu du gouvernement dont l'objectif est clairement de diminuer les droits des salariés et de dégrader leurs conditions de travail au bénéfice du seul patronat.

Ainsi tous les moyens seront donnés aux chefs d'entreprise pour modifier les salaires, les horaires et les lieux de travail, voire le contrat de travail lui-même, dès le niveau de l'entreprise.

De même, cette vieille revendication patronale qu'est **le plafonnement imposé des indemnités prud'homales**

après un licenciement abusif, pour savoir enfin combien coûtera un(e) salarié(e) dont on veut se débarrasser, est prévu dans le projet de loi. S'ajoutent à ces dispositions, de nouvelles **remises en cause des institutions représentatives du personnel**

avec de nouvelles propositions de fusions d'instances, conduisant notamment à la disparition des Comités d'hygiène et de sécurité (CHSCT) chargés de veiller à la santé et à la sécurité des travailleurs.

Il s'agit, globalement, d'un approfondissement des lois Rebsamen, Macron et El Khomri qui va déséquilibrer un peu plus le rapport de force entre salariés et patronat, pour la plus grande satisfaction du MÉDEF qui d'ailleurs ne tarit pas d'éloges à l'endroit du nouveau Président.

On comprend tout à fait cet enthousiasme patronal car, dans la foulée, le gouvernement envisage de **s'attaquer à l'assurance chômage** avec une réduction des droits à indemnisation des chômeurs, ainsi qu'à **notre système de retraite solidaire** par répartition.

Il n'est pas indifférent de constater que dans le même temps, le gouvernement annonce **vouloir intégrer les mesures de l'Etat d'urgence dans le droit commun**, réduisant de fait libertés individuelles et libertés publiques, ce qui, faute d'être efficace pour lutter contre le terrorisme, lui donnera davantage de moyens pour museler un peu plus le mouvement social.

Le défi est « de taille ».

Nous avons la responsabilité collective de construire de manière urgente, un réel contre-pouvoir et de réaffirmer la légitimité des luttes sociales.

Après ce cycle électoral, un nouveau paysage se dessine, notamment à gauche

Ce qui marque en premier ces élections législatives, c'est l'abstention.

Une abstention qui, depuis plusieurs années, ne cesse de s'accroître mais qui, avec 51,29% au 1er tour (contre 42,8% en 2012) et 57,4% au 2ème, atteint des sommets.

Pour la première fois depuis la naissance de la 5ème République, les abstentionnistes sont plus nombreux que les votants lors d'une élection législative.

Si depuis l'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral en 2002, l'abstention a bondi de 17 points, cette seule explication ne saurait justifier l'ampleur du phénomène. L'enquête d'opinion réalisée par Ipsos et Sopra Steria montre en effet que **les abstentionnistes font surtout part de leur désenchantement à l'égard de la politique**. Non qu'ils s'en désintéressent, ils ne sont que 9% dans ce cas, mais parce qu'ils sont déçus par les hommes et les femmes politiques (30%), parce qu'ils estiment que le résultat ne changera rien (18%), ne sont convaincus par aucun programme (16%), ou considèrent que la République en marche est assurée de gagner et que leur vote est donc inutile (9%)...

Cette enquête montre par ailleurs, qu'au-delà du caractère massif de cette abstention, elle n'est pas sociologiquement homogène.

Elle est deux fois plus importante chez les moins de 35 ans (64%) que chez les plus de 60 ans (35%). Plus répandue chez les ouvriers (66%) et employés (61%) que chez les cadres (45%). Plus forte chez les non bacheliers (54%) que chez les titulaires d'un bac plus trois et plus (44%), et de 17 points plus élevés dans les foyers dont le niveau de revenu est inférieur à 1250 euros que dans ceux disposant de plus de 3000 euros.

Ainsi l'abstention dessine-t-elle un véritable fossé entre deux France. Celle sortie des urnes n'est plus que la moitié d'une démocratie. Un pays bancal qui a perdu en cours de route une partie de ses jeunes et de ses classes populaires. La France qui souffre le plus, a volontairement et massivement, refusé de voter.

Cette situation est parfaitement visible **dans notre circonscription** où l'abstention lors du premier tour des législatives atteint 44,61% à Suresnes et 55,52% à Nanterre, les chiffres pouvant aller jusqu'à plus de 70% dans les quartiers populaires : au Parc sud, le bureau 47 de l'école élémentaire Maxime Gorki affiche une abstention à 71,86% ou au Petit-Nanterre sur le bureau 37 de l'école élémentaire Lafontaine l'abstention est à 73,3% alors qu'au bureau 7 du centre-ville, elle est de 40,56%. Le second tour verra cette tendance s'accroître fortement : 60,90% sur la circonscription, 65,52% à Nanterre, 53,19% à Suresnes.

C'est le symptôme d'une crise démocratique qui ne peut manquer de nous préoccuper.

Plus que jamais, les législatives sont apparues comme la confirmation assez formelle de la présidentielle à laquelle il faut ajouter la division de la gauche qui a conduit nombre d'électeurs à ne pas se déplacer pour des batailles qui leur paraissaient perdues d'avance.

De ce côté-là, alors que le PC sort affaibli et la gauche du PS quasiment éliminée, c'est la France Insoumise qui marque la nouveauté dans ces législatives, se plaçant en position dominante pour la suite.

Si nul ne peut ignorer que la France Insoumise s'est imposée dans l'arène politique, elle n'est pas pour autant la seule composante d'une gauche d'alternative.

Il y a, plus que jamais, urgence à construire **une force commune** tenant compte de ce cycle électoral car on ne reviendra pas au statu quo d'avant. C'est bien d'une reconstruction fondamentale dont il s'agit.

La gauche de transformation peut-elle se reconstruire afin de devenir majoritaire ?

Tout porte à le penser quand on mesure le potentiel que représentent tous ces citoyens qui, sous une forme ou sous une autre, remettent en cause l'ordre (ou plutôt le désordre) établi. Mais elle n'a d'avenir que si elle est rassemblée.

Nous avons pu vérifier, une fois de plus, combien le non rassemblement a coûté cher lors de ces législatives. Et s'il n'est que de peu d'intérêt d'énumérer les torts et griefs des uns et des autres, il est par contre impératif de créer les conditions pour que cela ne se reproduise pas. Nu l doute que pour y parvenir, chacun devra accepter enfin de faire les efforts nécessaires, ce qui n'a pas été le cas lors des dernières échéances présidentielle et législatives.

Cette force nouvelle ne peut fonctionner qu'en **l'absence de volonté hégémonique** des uns et/ou des autres, qu'

indépendante des socialistes

qui ne peuvent survivre sans sortir de leur ambiguïté actuelle (nul ne sachant à ce jour ce qu'ils veulent/peuvent devenir) et à condition que cette force nouvelle soit à la fois

pluraliste et cohérente

, ce qui suppose que personne ne soit laissé au bord du chemin.

La tâche est immense et urgente, elle commence maintenant : rassembler tout de suite pour préparer "le coup d'après", rassembler dans l'action, car si l'actualité n'attend pas les refondations idéologiques, l'action politique y contribue.

N'oublions pas que malgré la majorité d'élus dont dispose Emmanuel Macron en raison du mode électoral, **le socle d'adhésion à son programme est étroit.**

La principale clé de son succès tient à la subtilité avec laquelle il a su exploiter l'impuissance constatée des partis - de gauche comme de droite- à vocation gouvernementale, lui permettant de rendre momentanément crédible, un mouvement "attrape tout" et élitiste fondé sur une pseudo "société civile" où se fondraient toutes les bonnes volonté. Il a ainsi siphonné une bonne partie de l'électorat PS et vert, ainsi que celui de droite.

Là encore, **notre circonscription** l'illustre parfaitement avec notamment, au premier tour, le score particulièrement bas des candidats PS (4,69%), Verts (3,43%) et des Républicains (14%) au regard de la candidate d'En Marche et de ses 43,52%, soit moins de 7 points de la majorité absolue qui lui aurait permis de passer dès le premier tour !

Certe La République en Marche dispose d'une majorité écrasante à l'Assemblée nationale, mais les faits sont têtus et la réalité prégnante... Reste à savoir quel sera l'ampleur, le rôle et la place du mouvement social alors qu'il est de plus en plus évident qu'Emmanuel Macron veut imposer au monde du travail -et contre l'avis majoritaire des citoyens- un nouveau rapport de force, extrêmement défavorable aux salariés face au patronat et ceci dans un contexte très autoritaire, véritable tournant pour notre société

Gauche Citoyenne vous souhaite de belles vacances et vous donne rendez-vous à la rentrée.

□

Quelques lectures pour l'été :

- « La gauche critique a retrouvé des couleurs » par Roger Martelli : <http://www.lamarseillaise.fr/analyses-de-la-redaction/decryptage/61327-roger-martelli-la-gauche-critique-a-retrouve-des-couleurs>

- « La guerre de position de la France insoumise » par le site d'information Slate : <http://www.slate.fr/story/147423/france-insoumise>

- « Législatives, second tour : premiers regards » par Roger Martelli : <http://www.regards.fr/qui-veut-la-peau-de-roger-martelli/article/legislatives-second-tour-premiers-regards>

- « Communistes/Insoumis, quel avenir en commun ? » sur le blog de Nora Saint-Gal : <http://norasaintgal.fr/gauche/communistesinsoumis-quel-avenir-en-commun>

- « Libérer le travail : oui, mais pas comme ça ! » sur le site ATTAC : <https://france.ATTAC.org/nos-publications/affiches-tracts/article/liberer-le-travail-oui-mais-pas-comme-ca>